

Fonds de partenariat pour le carbone forestier
Vingt-septième réunion du Comité des Participants du FCPF (PC27)
Washington DC, 18-20 mars 2019
Résumé des coprésidents

Chers participants et observateurs,

C'est avec plaisir que nous vous informons de la tenue à Washington DC, du 18 au 20 mars 2019, de la vingt-septième réunion du Comité des Participants (PC27) du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). Plus d'une centaine de représentants de gouvernements, de populations autochtones tributaires des forêts (PA) et d'autres organisations de populations forestières, du secteur privé et d'organisations internationales et non-gouvernementales ont pris part à la réunion. Nous souhaitons remercier pour sa participation Son Excellence Penesio Nonu Garisau Baleinabuli, Secrétaire permanent au ministère des Forêts des îles Fidji.

Tous les documents de la réunion se trouvent [ici](#) et les photos sur le lien <https://www.flickr.com/photos/fcpf>. Veuillez trouver ci-dessous les principales conclusions de la réunion, également disponibles en anglais et en espagnol.

Dossiers de préparation (R-Packages)

Le CP a adopté des résolutions approuvant les dossiers de préparation du [Cameroun](#), de la [République dominicaine](#), des îles [Fiji](#), du [Pérou](#) et du [Sudan](#).

Les Participants ont noté la qualité élevée des informations fournies dans les R-Packages et la rigueur des auto-évaluations. Ils ont également pris note des bonnes pratiques démontrées sur différents aspects de la mise en œuvre de la préparation dans chacun des pays sus-cités, tout en encourageant ces derniers à tenir compte des questions soulevées lors de la réunion pour la suite de leur processus de préparation.

Cameroun

Les Participants ont félicité le [Cameroun](#) pour les progrès satisfaisants réalisés à ce jour en vue de la préparation, comme le montre son [dossier de préparation](#), et pour avoir clairement défini la marche à suivre pour aborder les activités de préparation restantes. Les participants ont également pris acte des efforts déployés par le gouvernement camerounais en vue d'améliorer le dialogue avec les organisations de la société civile (OSC) et les PA, et se sont félicités de sa proposition de transférer le comité directeur de la REDD+ au bureau du Premier ministre afin d'assurer une coordination intersectorielle adéquate.

Les Participants ont également encouragé le Cameroun à prendre en compte les questions suivantes dans les étapes à venir :

- création et vérification d'un mécanisme de gestion des plaintes et recours (MGPR).
- création et mise en œuvre d'une stratégie d'engagement du secteur privé.
- amélioration de la structure décisionnelle multipartite existante pour le processus REDD+ afin de renforcer la collaboration entre les secteurs concernés par la REDD+, aussi bien au niveau national que sous-national.
- amélioration de la complémentarité tout en évitant la duplication du registre central du FCPF si le Cameroun continue à disposer d'un registre national.
- poursuite de la coordination du financement provenant de l'Initiative pour les forêts de l'Afrique centrale (CAFI), du FCPF et d'autres sources (notamment KfW, AFD, US Forest Services et JICA) de manière complémentaire.

- mise en place d'un niveau de référence national tenant compte de la déforestation et de la dégradation des forêts, ainsi que du lien entre le niveau de référence et le système national de surveillance des forêts (SNSF).
- renforcement du programme de sensibilisation, notamment en révisant la stratégie de sensibilisation pour les PA afin d'inclure les communautés locales, élaborer une stratégie de sensibilisation pour les OSC et améliorer la mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation des femmes.
- amélioration de l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans les documents de programme.
- renforcement des capacités des institutions existantes en vue de promouvoir la durabilité du processus REDD+.
- considérations générales sur la REDD+ lors de l'élaboration de stratégies et de lois nationales.

République dominicaine

Les Participants ont félicité la République dominicaine pour les progrès satisfaisants réalisés à ce jour dans le cadre de la préparation à la REDD+, comme le montre son [dossier de préparation](#), en particulier concernant l'engagement des parties prenantes et les améliorations apportées au niveau de référence d'émission pour les forêts (NREF). Les Participants ont également encouragé la République dominicaine à prendre en compte les questions suivantes dans les étapes à venir :

- inclusion des secteurs non agricoles, moteurs importants de la déforestation et de la dégradation, dans la stratégie REDD+.
- mise en place de l'accord de partage des avantages, en incluant autant de détails que possible sur l'accord dans le document du programme de réduction des émissions.
- finalisation et mise en œuvre de l'analyse de genre et du plan d'action.
- recherche des moyens de réduction des déficits financiers du programme de réduction des émissions et de la stratégie REDD+, notamment par l'implication du secteur privé, comme c'est le cas dans les secteurs du cacao, du café et de l'élevage.
- conception de la feuille de route juridique démontrant la capacité du gouvernement à transférer les certificats de réduction des émissions au Fonds carbone sur la base des études juridiques existantes, en incluant autant de détails que possible sur l'émission de certificats dans le document du programme de réduction des émissions.
- possibilité de réalisation d'études pour mettre en évidence la valeur des forêts et sensibiliser davantage aux objectifs de la REDD+.
- renforcement de la participation communautaire en intégrant les considérations pertinentes dans la stratégie REDD+ en cours d'élaboration.

Îles Fidji

Les Participants ont félicité les îles Fidji pour leur excellente présentation, leur [dossier de préparation](#) complet, leur leadership et leur engagement politiques forts, ainsi que pour les progrès accomplis dans le cadre du processus de préparation et du programme de réduction des émissions, y compris en ce qui concerne le SNSF et le renforcement des capacités. Les participants ont également reconnu les synergies existantes entre l'évaluation du PCT et l'auto-évaluation des îles Fidji et ont encouragé ce pays à prendre en compte les questions suivantes dans les étapes à venir :

- poursuite des efforts d'amélioration des données d'activité et des facteurs d'émission du niveau de référence de la forêt, conformément au cadre méthodologique.
- renforcement de la communication des résultats des études telles que la stratégie REDD+, les facteurs de la déforestation et de la dégradation des forêts et le MGPR, avec les principales parties prenantes, d'une manière qui tienne compte de l'égalité hommes-femmes et permette une participation accrue des OSC.
- exploration des possibilités d'engagement du secteur privé dans la mise en œuvre de la stratégie REDD+ et en tant que source de financement supplémentaire potentielle.

- renforcement des capacités internes du gouvernement pour renforcer la coordination intersectorielle et interministérielle, ainsi que la durabilité de la stratégie REDD+.
- amélioration de la gestion des finances et de la passation des marchés pour garantir l'achèvement à temps des activités de préparation proposées et le déblocage des fonds issus de la subvention pour la préparation.
- encouragement du soutien institutionnel pour la mise en œuvre durable du système MRV au-delà de la période de subvention pour la préparation.

Pérou

Les Participants ont félicité le Pérou pour son [dossier de préparation](#) complet, notamment pour la clarté de la marche à suivre en vue de remédier aux goulots d'étranglement identifiés. Les Participants ont également reconnu le ferme engagement du Pérou, comme en témoignent l'approbation de sa stratégie REDD+ nationale, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de son SNSF et l'alignement du processus REDD+ du pays sur ses contributions déterminées au niveau national (CDN). Les Participants ont encouragé le Pérou à prendre en compte les questions suivantes dans les étapes à venir :

- amélioration des consultations multipartites aux niveaux national et sous-national, y compris avec d'autres secteurs tels que les infrastructures et le secteur privé, conformément aux recommandations du PCT.
- élaboration d'un cadre comptable, y compris des mécanismes d'imbrication, et d'un registre national des actions d'atténuation des émissions de GES afin de permettre l'intégration des initiatives REDD+ existantes, en plus d'apporter des solutions au problème du double comptage et de le prévenir.
- poursuite du développement de l'approche autochtone dans le cadre du module de surveillance de la couverture forestière (MMCB).
- mise en place d'un mécanisme robuste pour la mise en œuvre et l'élaboration de rapports sur les sauvegardes environnementales et sociales, ainsi que la mise en œuvre d'un MGPR (MAC REDD +) aligné sur les mécanismes nationaux existants, tout en continuant à progresser dans l'amélioration de la sécurité du régime foncier.

Soudan

Les Participants ont salué les progrès impressionnants réalisés par le Soudan en matière de préparation à la REDD+, comme en témoigne son [dossier de préparation](#), notamment pour la clarté de la marche à suivre en vue de réaliser les activités de préparation restantes. Les Participants ont également reconnu les efforts déployés par le gouvernement soudanais pour intégrer la question de l'égalité hommes-femmes et pour leur processus de consultation élargi qui couvrirait un large éventail de parties prenantes, notamment un nombre impressionnant de femmes. Les Participants ont encouragé le Soudan à prendre en compte les questions suivantes dans les étapes à venir :

- poursuite de la prise en compte des étapes nécessaires au développement des programmes pilotes.
- renforcement des capacités techniques pour surveiller les dégradations de la forêt.
- élaboration d'une méthodologie d'évaluation du NERF.
- définition de mesures concrètes pour impliquer les communautés tributaires des forêts dans la prise de décision et renforcer la transparence du modèle de partage des avantages, y compris en clarifiant les questions liées au régime foncier.
- amélioration de la coordination multipartite pour accroître la collaboration entre les secteurs concernés.
- renforcement de l'engagement du secteur privé pour le reboisement et d'autres activités REDD+.
- renforcement de l'implication d'acteurs de haut niveau pour assurer un engagement politique.
- élaboration d'approches visant à améliorer la durabilité des activités REDD+ en cours d'élaboration, en tenant compte des ressources nationales potentielles, ainsi que du soutien des partenaires des secteurs public et privé.

Budget

La FMT [a présenté](#) la proposition budgétaire pour l'AF19 (voir [Note 2019-1 de la FMT](#)). Les calculs définitifs de l'AF19 seront fournis dans le rapport annuel de l'AF19 pour l'AP12/CP28. Le CP a adopté [une résolution](#) approuvant le budget de l'AF19.

Le CP a augmenté le budget destiné par la Banque à l'appui des PA et des OSC, en passant de 950 000 USD (tel qu'approuvé et inscrit dans le résumé des coprésidents de la 26^e Assemblée) à 1,3 million USD.

Rapport d'avancement de la FMT

Le CP a apprécié le compte-rendu complet de la FMT sur les [progrès accomplis](#) depuis le PC26, en particulier dans le cadre du programme de renforcement des capacités des peuples tributaires des forêts et des organisations de la société civile du Sud, la prise en compte de l'égalité homme-femme et la répartition des activités exécutées par la Banque.

Il a été demandé à la FMT de travailler avec les pays REDD+ sur la manière dont ils tiennent compte de l'égalité homme-femme dans l'élaboration de leurs dossiers de préparation.

Programme de renforcement des capacités

Les Participants ont accueilli avec satisfaction la [présentation](#) de la FMT sur les options de poursuite du programme de renforcement des capacités, tout en reconnaissant son importance et en partageant les réflexions initiales sur les options présentées.

Registres

Les Participants ont accueilli avec satisfaction [le compte-rendu](#) de la FMT sur les activités de registre, en particulier sur les progrès réalisés dans la détermination des exigences opérationnelles et l'élaboration initiale du registre. La FMT a confirmé que la solution consistant en un registre centralisé des transactions satisferait pleinement aux critères et exigences du Fonds carbone du FCPF et de l'Initiative du Fonds BioCarbone pour des paysages forestiers durables (BioCF ISFL), ainsi qu'aux exigences du Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) de l'ONU. La FMT a également confirmé que la mise en œuvre du registre à temps était l'une de ses principales priorités.

Cadre de suivi et d'évaluation

Le FCPF a présenté au Comité des Participants le [cadre de suivi et d'évaluation révisé](#), y compris un plan d'évaluation.

Prochaines étapes

Le FCPF distribuera une version révisée du cadre de suivi et d'évaluation post-PC27 pour approbation électronique.

Prochaines réunions

La vingt-huitième réunion du Comité des Participants (PC28) et la douzième Assemblée des Participants (PA12) se tiendront en République dominicaine en novembre 2019. La FMT fournira des détails supplémentaires dans les meilleurs délais.

Les dates limites pour la soumission des rapports d'étape (MTR) et des dossiers de préparation sont disponibles sur la [page d'accueil du FCPF](#).

Conclusion

Pour conclure, nous souhaitons exprimer toute notre gratitude aux Participants et aux Observateurs pour leur esprit de collaboration et leur enthousiasme à la PC27. En approuvant les dossiers de préparation de cinq nouveaux pays (le Cameroun, la République dominicaine, les îles Fidji, le Pérou et le Soudan), le Comité des Participants a désormais approuvé un total de 24 dossiers de préparation, soit plus de la moitié des pays REDD+ Participants. Et avec la fin de la préparation à l'horizon 2020, nous prévoyons une accélération du rythme d'activité.

En outre, la réunion nous a permis d'entrevoir un avenir prometteur pour le FCPF grâce aux avancées des outils techniques, tels que des registres, et des options pour une phase future potentielle du programme de renforcement des capacités des peuples tributaires de la forêt et des organisations de la société civile du Sud.

Entre temps, nous nous réjouissons de la signature par le Fonds carbone de ses deux premiers ERPA - avec la RDC et le Mozambique - et du fait que plusieurs autres sont attendus dans les mois à venir. Ces accords, les premiers du genre au monde, fourniront des enseignements et des expériences importants pour prouver la faisabilité juridictionnelle de REDD+ et promouvoir la réalisation de la REDD+ à grande échelle.

Nous avons hâte de vous revoir tous en République dominicaine à l'AP/CP cette année.

N'hésitez pas à contacter la FMT à fcpfsecretariat@worldbank.org pour toute question.

Cordialement,

Moses Ama, Nigeria (au nom des Pays REDD Participants)

et

Daniel Kandy, États-Unis (au nom des Bailleurs Participants)